

Discours du Président du Parlement européen

M. Josep BORRELL FONTELLES

"L'Europe, sujet ou jouet de la mondialisation ?"

Institut universitaire européen

Florence, 13 octobre 2006

Monsieur le Président Mény,

Messieurs les Présidents de la Région et du Conseil régional,

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Questeur,

Chers étudiants et chercheurs,

Je vous remercie pour votre accueil et pour l'occasion que vous me donnez de m'exprimer dans votre prestigieux Institut.

Florence évoque bien sûr les splendeurs de la Renaissance, qui font le patrimoine culturel de notre Europe.

Mais votre Institut, ici à Fiesole, à quelques kilomètres à peine de ces trésors du passé, est aussi une belle promesse d'avenir.

Depuis trente ans déjà, vous contribuez à **l'économie de la connaissance**, qui constitue l'une des voies de progrès pour l'Europe de demain.

Le programme Max Weber

Vous venez de créer un **nouveau programme de post-doctorat**, avec le soutien de la Commission européenne.

Cette initiative enrichira encore votre performance dans la recherche en science sociale mais aussi dans son enseignement.

Je profite de l'occasion pour saluer un compatriote barcelonais, le Professeur **Ramon Marimon**, qui aura la charge de diriger ce nouveau programme.

Vous avez naturellement placé ce programme sous le patronage du grand sociologue et économiste allemand, **Max Weber**.

Agir ou subir ? Un choix politique

Mais n'en déplaise à votre "saint- patron", qui estimait que *"la politique n'a pas sa place dans les universités"*, tout ce que je m'apprête à vous dire est politique.

Car le choix qui se pose à l'Europe est profondément politique.

Voulons-nous être un **sujet** de la mondialisation **ou** nous contenter d'en être l'**objet** ?

Voulons-nous préparer l'**avenir ou** défendre un **passé** révolu ?

Agir ou subir ? C'est toute la question.

C'est même **LE choix politique essentiel.**

1) L'Inde, la Chine et nous

J'étais récemment en Inde et en Chine.

L'impression est saisissante. Non seulement quand on y est. Mais aussi quand on en revient.

Un monde multipolaire

Deux milliards et demi de Chinois et d'Indiens ont pris résolument leur place dans l'économie mondiale.

Un **monde multipolaire** se met en place.

L'Europe y joue encore un rôle important, grâce aux acquis de sa puissance économique et commerciale, mais pour combien de temps ?

Serons-nous encore un pôle à l'avenir ?

Entre 2000 et 2004, **la Chine** a gagné 7 millions d'emplois industriels, c'est-à-dire l'équivalent de ce qu'ont perdu les pays de l'OCDE dans la même période.

La Chine n'exporte pas seulement des jouets ou des textiles bon marché. Elle assemble et exporte des appareils électroniques. Et demain, ce seront des automobiles.

L'Inde, elle, brûle les étapes. Elle n'avait pratiquement pas d'activité dans les services informatiques il y a quinze ans. C'est aujourd'hui son point fort.

Les deux pays investissent à l'étranger. Ils s'assurent des accès aux sources d'énergie. Ils y travaillent même ensemble.

Quand l'indien **Tata** ou le chinois **Lenovo** prennent le contrôle de sociétés occidentales, certains Européens parlent encore de "**mondialisation à l'envers**".

Chers amis, la mondialisation n'a pas de sens. Il n'y a pas un endroit et un envers. Les pays émergents ont désormais leurs multinationales.

Un **Marco Polo contemporain** pourrait écrire une nouvelle version du "Livre des Merveilles" et montrer à quel point le monde change, sous la poussée de ces deux géants, mais aussi du Brésil et d'autres.

Bien sûr, il faudrait consacrer un chapitre à **l'envers du décor** :

- le déficit d'infrastructure des deux pays ;
- leur manque de cohésion sociale et territoriale ;
- le déclin démographique de la Chine.

La Chine ressemble aujourd'hui aux Etats-Unis d'il y a un siècle.

Mais elle sera vieille avant d'être riche.

Ce n'est pas le cas de **l'Inde**, dont la population, plus jeune, devrait être la plus nombreuse dans 25 ans.

Quand l'Europe s'éveillera...

Mais de retour en Europe, ce Marco Polo moderne aurait peut-être l'idée d'un autre livre qu'il pourrait intituler, par exemple, **"Quand l'Europe s'éveillera..."** ou **"La belle au Bois dormant"**.

Car il est frappant de constater nos lenteurs et nos hésitations quand on revient fouler le sol européen.

Bien sûr, la **crise constitutionnelle** nous a placés dans une situation délicate.

Nous nous sommes installés dans une **"période de réflexion"**.

Mais il ne faudrait pas que cette réflexion soit **le prétexte de l'inaction.**

Car pendant ce temps-là, *"elle tourne"*, comme aurait dit un Florentin célèbre (Galilée). La Terre tourne même très vite.

L'Europe joue parfois la Belle au Bois dormant. Ou bien elle **se regarde dans son miroir constitutionnel** en se demandant si elle a bien choisi la plus jolie robe.

Mais à force de traîner, **elle risque de manquer le grand bal de la mondialisation.**

2) L'Europe perçue comme un jouet de la mondialisation

Sondage: les Européens ont peur

Je ne me lasse pas de citer un sondage sur le futur de l'Europe, publié en mai 2006 par la Commission européenne.

On demandait aux personnes interrogées si elles considéraient **la mondialisation** comme une **menace** ou comme une bonne **opportunité**.

Opportunité ? En 2003, 56 % des Européens voyaient la mondialisation comme une bonne opportunité. **En 2006**, ils ne sont plus que **37 %**.

Menace ? Les proportions se sont inversées : **47 % des Européens voient désormais la mondialisation comme une menace**.

Bien sûr, il y a des variations sensibles suivant les pays : **les Danois** sont toujours 77 % à considérer que c'est une bonne opportunité tandis qu'à l'autre extrême, **les Français** sont **72 %** à raisonner en termes de menace.

Entre les deux, par exemple, les **Italiens et les Espagnols** sont partagés en proportions quasi égales entre la confiance et la méfiance.

Il est certain que **le "non" français** s'explique en bonne partie par cette méfiance.

Max Weber se serait sans doute plongé avec intérêt dans ce sondage.

Il y trouverait peut-être quelques arguments à l'appui de ses théories sur les clivages culturels, voire religieux, et leur rapport avec la conception de l'économie.

Le politique court derrière l'économique

Beaucoup d'Européens craignent la **"main invisible du marché"**.

Ou, pour parler un langage plus terre-à-terre, ils craignent **le déferlement trop visible des porte-conteneurs chinois**. Et les délocalisations.

L'Europe s'est construite sur le marché.

Mais nous avons toujours mis à l'abri nos services publics, nos systèmes sociaux, nos structures d'éducation.

La main visible du politique existe. Mais aujourd'hui, elle court derrière le marché.

L'économie a sauté les barrières nationales, mais beaucoup de nos politiques en restent prisonnières.

D'où cette impression de décalage.

D'où cette **méfiance envers les Institutions**, pas seulement européennes mais aussi internationales.

Faute d'action cohérente et visible, elles sont perçues comme des **"chevaux de Troyes"** de la mondialisation.

Le mot "gouvernance" est à la mode. C'est même un sujet de recherche tant il peut recouvrir de sens divers. J'y vois pour ma part l'organisation politique négociée et contrôlée des affaires du monde et de l'Europe.

Qu'on se tourne vers l'Union, en plein doute, vers l'ONU ou l'OMC, souvent bloquées, vers le FMI ou la Banque mondiale, peu équitables, on est en droit de se poser la question: **où est la gouvernance ?**

Y a-t-il un pilote dans l'avion de la mondialisation ?

Des enjeux communs, des politiques divergentes

Les opinions publiques européennes perçoivent très bien qu'il y a **des enjeux planétaires communs** et elles attendent de l'Europe qu'elle joue **un rôle global**.

Ne pas le faire, ce serait aggraver la crise de **légitimité** et d'**efficacité** que nous traversons.

Ces **enjeux**, ce sont notamment :

- les ressources énergétiques ;
- le changement climatique ;
- les migrations ;
- le terrorisme international ;
- la criminalité transfrontalière ;
- la stabilité financière internationale ;
- et bien sûr, le commerce international lui-même : c'est un facteur de croissance et de développement pour tous, s'il est géré dans un cadre multilatéral, négocié et équitable ; la nouvelle division internationale du travail qui en découle a déjà sorti des centaines de millions d'êtres humains de la pauvreté.

Face à cela, **la perception de nos politiques** ne donne pas toujours une image d'efficacité et de réelle volonté politique commune :

- **systèmes sociaux** : au lieu de travailler ensemble à les réformer, pour les préserver et les renforcer, nos Etats membres et nos entreprises mettent nos systèmes sociaux **en concurrence** ;
- **immigration** : aujourd'hui, les laissés pour compte de la mondialisation sont nos voisins, l'Afrique et le monde arabe, ainsi que l'Amérique latine. Malgré les événements dramatiques de ces derniers mois, aux **Canaries** ou à **Lampedusa**, il n'y a toujours **pas de volonté commune**.

Au contraire : les mêmes qui refusent une politique commune lancent l'anathème sur certaines politiques nationales. (cfr aussi "passerelles")

- Il y a aussi **le caractère répétitif des engagements européens**, suivis de trop peu d'effets concrets, comme on l'a vu avec **la Stratégie de Lisbonne**.

Trop d'attentes suscitées, trop peu d'actions et de moyens concrets.

On y voit plutôt un **"business plan"** purement indicatif, sans contraintes, **plutôt qu'un projet de société.**

- Il y a encore **la lourdeur de nos modes de décision** : quand la fameuse **directive Bolkestein** entrera en application, elle aura mis **5 ans** à traverser nos circuits décisionnels.

3) L'Europe est un acteur global en puissance

Nos citoyens attendent que l'Europe joue un rôle global. **Qu'elle soit un pilote.**

Pour cela, nous avons des atouts, à consolider. Mais aussi des faiblesses, à corriger.

3.1. Atouts

Le Marché unique

Par rapport aux Etats-Unis ou au Japon, le Marché unique à 25, bientôt 27, est un avantage.

C'est ce que les analystes appellent la **"masse critique"** : près d'un demi-milliard de citoyens.

La monnaie unique

La monnaie unique n'est sans doute pas encore la monnaie de réserve internationale qu'elle pourrait être.

Elle garantit les Etats qui en font partie **contre les fluctuations monétaires, l'endettement et l'inflation.**

Mais le système actuel comporte des faiblesses auxquelles je reviendrai.

Le Protocole de Kyoto

Dans la lutte contre le changement climatique, l'Union européenne exerce un **leadership mondial.**

Notre mécanisme d'échanges de quotas est **au cœur du système**, même si de grands pays n'y participent pas.

Dans les négociations de l'après-2012, **l'UE tire les ambitions vers le haut.** Et il est réconfortant de voir que certains Etats fédérés américains, comme la Californie, se rallient aujourd'hui à nos vues.

La politique commerciale et le multilatéralisme

L'Union parle d'une seule voix à l'OMC.

Dans l'économie mondiale, nous jouons la carte du **multilatéralisme**. Nous tentons de faire prévaloir **la force de la norme** sur la norme de la force. **Contre la loi du plus fort.**

Nous visons des **règles équitables** qui soient acceptées par tous.

C'est une **démarche inclusive** et pas exclusive, conforme à nos valeurs.

C'est pourquoi l'Europe aurait beaucoup à perdre si le **bilatéralisme** venait à supplanter le multilatéralisme.

Or, c'est la voie que semble prendre le monde.

Depuis 1995, 130 accords commerciaux régionaux ont été enregistrés par l'OMC. C'est plus que dans les 50 années précédentes !

On peut comprendre la tentation de contourner les blocages de l'OMC par la voie bilatérale. Je me réjouis que l'UE ait résisté à cette tentation jusqu'ici, même si elle peut rechercher aussi des accords bilatéraux.

Les deux options ne sont pas incompatibles.

A condition de préserver un équilibre entre les deux approches. A condition aussi que les accords bilatéraux eux-mêmes soient équilibrés. Et, pour cela, ils doivent être globaux.

L'atomisation du commerce international serait préjudiciable à l'Europe, mais aussi à l'Afrique, à l'Amérique latine, ou au monde arabe, à qui nous pourrions éviter une marginalisation accrue.

Or, les blocages de l'OMC encouragent déjà le **protectionnisme**.

Or, l'émergence de nouveaux pays amènera **un milliard d'hommes en plus sur le marché global dans les dix ans** qui viennent, avec de nouvelles perspectives de croissance et de développement.

Ce sont de bonnes raisons pour tenter de **relancer les négociations de Doha**.

Une politique étrangère "sui generis"

Malgré sa crise constitutionnelle, l'Union continue à agir sur la scène politique internationale.

Depuis les deux "non" aux référendums, **une demi-douzaine de nouvelles opérations** civiles, militaires ou de police ont été lancées :

- Aceh, en Indonésie;
- aide à la Police palestinienne;
- Rafah (contrôle de la frontière Gaza / Egypte);
- contrôle de la frontière Moldavie / Ukraine;
- l'Eufor, en République démocratique du Congo;
- et le Liban.

Ces missions s'ajoutent notamment aux efforts faits dans les Balkans (Bosnie, Macédoine).

Beaucoup de régions du monde comptent désormais sur l'Europe et nous perçoivent peu à peu comme un acteur global.

Et nous nous engageons. Nous appliquons ainsi **une stratégie *sui generis***, qui se fonde sur le multilatéralisme, la prévention et la combinaison d'une palette d'instruments: de l'humanitaire au militaire.

3.2. Faiblesses et défis

L'Europe a des moyens d'action dans la mondialisation. Mais elle a encore beaucoup de **faiblesses à corriger** pour garder un rôle de premier plan.

Je m'arrêterai à **quelques aspects essentiels**, même si on pourrait allonger la liste à loisir.

Mettre en oeuvre les outils de la Constitution

Le Traité constitutionnel nous offre des outils que **nous ne devons pas abandonner.**

Plus d'efficacité décisionnelle (majorité) et plus de démocratie (codécision).

Il nous offre également des instruments pour peser davantage dans les affaires du monde en **politique étrangère**, mais aussi par le biais de la **personnalité juridique**.

Compléter notre construction économique

En revanche, les travaux qui ont conduit à la Constitution n'ont pas permis de renforcer notre **"gouvernance économique" interne.**

Le fait que la **zone euro** ne regroupe que la moitié de nos Etats membres constitue en soi une **faiblesse structurelle.**

Nous ne disposons pas non plus des mêmes **armes de pilotage économique** que les Etats-Unis ou le Japon : un véritable budget fédéral, une fiscalité plus intégrée, une politique monétaire moins axée sur la seule inflation. Certaines études y trouvent une explication à notre **déficit de croissance.**

Comblent notre retard en recherche et innovation

Qui dit déficit de croissance dit réticences à investir dans la recherche.

La Stratégie de Lisbonne nous fixe **un objectif** : investir **3 %** de notre PIB dans la recherche. Nous stagnons autour de 2 %.

Je voudrais vous donner quelques chiffres, extraits du tableau de bord publié le 5 octobre par la Commission, sur l'investissement industriel en recherche et développement.

En 2005, les groupes industriels européens ont un peu augmenté leurs efforts: 113 milliards d'euros, soit 5,3 % de plus qu'en 2004. (en 2004: + 0,7 %; en 2003: - 2 %)

C'est **un progrès mais toujours inférieur à nos principaux concurrents**, sauf le Japon : USA : +8,1 %; Chine: +11,6 %; Corée du Sud: + 12,2 %; l'Inde serait même au-delà de 20 %...

Adapter nos systèmes sociaux

Dans la pratique, plusieurs variantes du modèle social européen coexistent, avec des performances diverses. Mais **nos principes fondamentaux sont les mêmes. Nos défis aussi.**

Si **nos emplois ne sont plus garantis à vie** nous devons nous garantir d'en retrouver d'autres par la **formation continue** et l'amélioration de nos qualifications professionnelles. Ce sera un facteur déterminant de nos capacités productives.

La « flexi-sécurité » nous offre une piste d'avenir intéressante. Ce n'est **peut-être pas LA solution miracle**. Mais c'est une sorte de **triangle d'or** : flexibilité, sécurité, innovation.

Il s'agit de développer la flexibilité économique pour nous adapter à une économie de plus en plus internationalisée. Il s'agit aussi de définir de meilleures normes de sécurité du travail et de développer des secteurs innovants, technologiquement avancés, pour construire une économie fondée sur la connaissance.

C'est un investissement dans le capital humain.

Cela exigera des efforts de la part des travailleurs et des responsables politiques, comme l'a indiqué le PE. **Car il faudra faire comprendre la nécessité de ces réformes et assurer le soutien de nos citoyens.**

J'insiste cependant sur le fait que ces efforts d'adaptation ne pourront être acceptés que s'ils s'accompagnent **en échange d'efforts visibles pour réduire les inégalités** qui sapent aujourd'hui la cohésion de nos sociétés.

Pour sauver la Constitution, certains suggèrent d'y ajouter un **Protocole social**. S'il va dans ce sens, tant mieux ! **Mais il ne faut plus perdre de temps.**

Ne sous-estimons pas l'accélération des activités à haute valeur ajoutée de nos concurrents émergents !

Nous n'avons plus le monopole du savoir et de la connaissance !

Conclusion

Le 20 octobre, je participerai à la **réunion informelle du Conseil européen, à Lahti.**

Il y sera question de compétitivité, d'innovation, d'immigration illégale, de politique énergétique, avant de dîner avec le Président Poutine. **Tout cela en une petite demi-journée, à 27 !**

S'agissant d'un sommet informel, il n'y aura **pas de conclusions.**

Parfois, moi aussi, j'ai envie de ne pas conclure mes discours.

Comme cet exposé sera suivi d'un débat, je me contenterai d'une conclusion provisoire, sous forme de pirouette: **une citation de Michel-Ange.**

On lui attribue cette phrase, que je verrais volontiers en exergue des Conclusions des Conseils européens (quand il y en a):

"Le plus grand danger pour la plupart d'entre nous n'est pas que notre but soit trop élevé et que nous le manquions, mais qu'il soit trop bas et que nous l'atteignons."

Je vous remercie.